

Le Quotidien du Peuple

Quotidien marxiste-léniniste

SAM. 26, DIM. 27 ET LUN. 28 JANVIER 1980 - No 17 (Nouvelle série)

Commission paritaire N° 56 942

Tél. 205.51.10

2F

nir

**François-Poncet
face au vice-ministre soviétique**

Ton ferme pour une politique molle

Un mois après l'invasion de l'Afghanistan, quelques jours après l'arrestation de Sakharov, le ton du gouvernement français envers l'URSS est à la fermeté. Dans le langage.

Dans cette savante escalade des propos diplomatiques, la rencontre entre François-Poncet et le vice-ministre soviétique Kornienko, jeudi, était présentée comme un pas nouveau. La doctrine officielle, exprimée par Giscard, étant d'attendre des précisions avant de forger une position plus claire, on allait voir ce qu'on allait voir !

Certes, Brejnev n'avait pas répondu à la lettre de Giscard demandant des précisions. Certes, Chaban-Delmas n'avait pas non plus obtenu ces fameuses précisions, lors de son voyage à Moscou. Mais là ! un haut dignitaire soviétique venait tout exprès à Paris, et les entretiens n'ont pas duré moins de neuf heures !

... Pourtant, rien n'a changé. Kornienko n'a fait que répéter les explications fournies par Moscou dès le 28 décembre (la fameuse « aide » demandée par le gouvernement afghan) et François-Poncet n'a fait... qu'exiger

de nouvelles précisions. Avec cependant un élément nouveau, qui en dit plus qu'un long dossier sur la réalité de la politique du gouvernement français face à l'URSS : « C'est à la rapidité avec laquelle l'Union soviétique retirera ses troupes d'Afghanistan que l'on jugera son désir de voir se maintenir la détente entre l'Est et l'Ouest. » Qu'est-ce à dire ?

Que la rapidité avec laquelle l'URSS a envahi l'Afghanistan n'est pas un élément pour juger de la réalité de la « détente » ?

Que le retrait d'une partie du corps expéditionnaire soviétique, dans quelques mois, serait considéré par Paris comme un geste allant dans le sens de la détente ?

Qu'est-ce à dire, sinon que de « demande de précisions » en « attente de gestes positifs », prend forme la position française : celle qui consiste à d'abord fermer les yeux, avant de ne rien faire sous prétexte qu'on n'y voit pas clair.

Lire page 3

**Malgré les communiqués de victoire
du gouvernement et du CNPF**

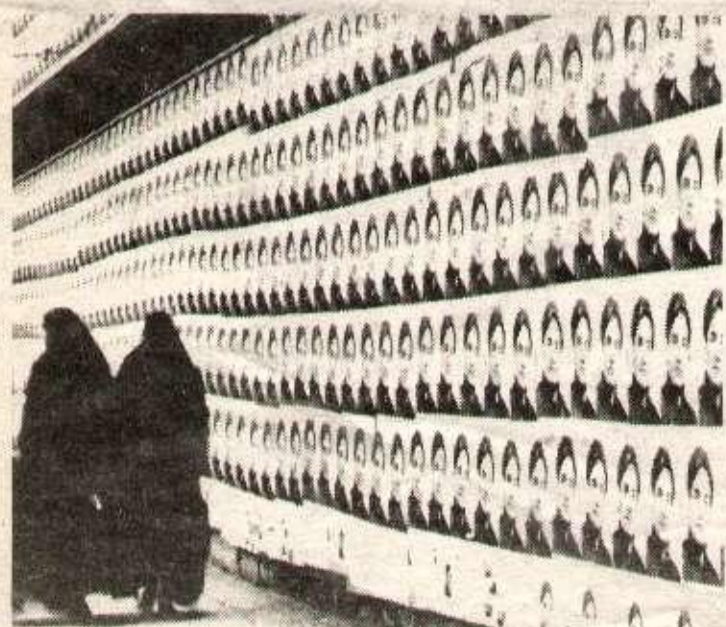
L'escroquerie des stages Barre



Avec un cynisme écœurant et au mépris des faits, le ministre Mattéoli et Chotard du CNPF se félicitent des résultats du troisième pacte national pour l'emploi des jeunes. Main-d'œuvre gratuite, sans formation réelle, et au bout du compte sans emploi, les stagiaires Barre, dont le nombre ne cesse de diminuer, sont l'image-alibi d'un pouvoir qui organise le chômage des jeunes.

Lire notre éditorial en page 3

L'Iran à l'heure des élections



Lire page 6

Tchécoslovaquie

Joseph Danisz, avocat de la Charte des 77, condamné à 10 mois de prison et 3 ans d'interdiction professionnelle

Pour lever les limitations apportées au cours de la justice normalisée, les autorités tchécoslovaques font désormais passer les avocats du banc de la défense à celui des accusés. Joseph Danisz, avocat pragois qui assura notamment la défense de Sabata, ainsi que d'autres membres de la Charte 77, est actuellement jugé pour délit verbal dans l'exercice de sa profession. Il risque un an d'emprisonnement.

L'acte d'accusation lui reproche entre autres d'avoir « calomnié les organes de la sécurité d'État en dénonçant leurs prétendues violations des droits civiques des citoyens ».

Corse

Trois caves de la société Margnat occupées

Tandis que se poursuivait la préparation de la grande manifestation qui doit avoir lieu samedi 26 à Ajaccio, pour la libération des emprisonnés corses, la dissolution et le châtiement des barbouzes et le retrait des forces de répression, trois caves viticoles appartenant à la société Margnat-Frères étaient occupées dans la journée du jeudi 23.

A Ghisoninaccia, Porto Vecchio et Sartene, plusieurs dizaines d'agriculteurs sont passés à l'action contre cette société de négoce qui pratique le cumul en violation de toutes les législations sur la terre.

400 hectares de vignobles, soit quatre fois le

maximum légal autorisé, c'est ce que possède la société Margnat en Corse. Par ailleurs, société de négoce, elle tombe sous le coup d'une autre disposition anticumul qui interdit à un négociant de posséder des vignes. Malgré ces faits reconnus de longue date, le préfet n'a toujours pas prononcé l'arrêté de cessation obligatoire d'exploiter, qui mettrait fin à ces abus.

Pourtant, les services de la préfecture ne manquent pas d'intransigeance lorsqu'il s'agit d'appliquer la loi aux Corses eux-mêmes. Les occupants déclaraient jeudi 24 au soir qu'ils n'évacueraient les caves qu'après avoir reçu des garanties de la préfecture.

De retour de Téhéran une militante iranienne nous parle de L'Iran à l'heure des élections présidentielles

Propos recueillis par Frank ROUSSEL

Les élections en Iran, dont le premier tour est prévu pour vendredi 25 janvier, porteront peut-être Bani Sadr, l'actuel ministre de l'Économie et des Finances, à la présidence de la République islamique. Quelle est la situation en Iran en cette période d'élections présidentielles ? Une militante du mouvement populaire iranien, membre du Parti du prolétariat d'Iran — dont le congrès constitutif vient de se tenir — était encore, il y a quelques jours, à Téhéran. Elle apporte ici son point de vue sur quelques aspects de la situation dans son pays.

► Est-ce que le fait de remettre constamment à plus tard (après les élections présidentielles), la mise en place des réformes économiques et la résolution des problèmes posés par les minorités nationales, ne reflète pas une incapacité du pouvoir à prendre des décisions, incapacité due en partie aux divisions qui existent au sein du gouvernement ?

— C'est vrai qu'il n'y a pas encore de programme économique d'établi, mais un certain nombre de réformes ont été accomplies : la nationalisation des banques et des compagnies d'assurances, de certains secteurs de l'industrie, la redistribution des terres et le redémarrage de l'agriculture.

En ce qui concerne les prises de terre, cela s'est fait souvent spontanément, comme en Azerbaïdjan où les paysans ont redistribué les terres des grands propriétaires fonciers. L'industrie légère a bien redémarré. Les pièces de rechange des automobiles qui étaient montées en Iran commencent à être fabriquées sur place.

Khomeiny a lancé la bataille (Djihad) de la reconstruction pour les jeunes, les étudiants et les chômeurs se rendent dans les campagnes pour y accomplir certains travaux : aider les paysans à rentrer leurs récoltes, construire des routes, des écoles, des logements.

Parallèlement, une campagne d'alphabétisation a été lancée. Les gens sont enthousiasmés par la campagne d'alphabétisation qui a été accueillie favorablement dans les campagnes alors que «l'armée du savoir» (1) du Shah suscitait autrefois suspicion et hostilité.

Le congrès de la confédération des étudiants iraniens a demandé à chaque étudiant de participer au travail à la campagne, à raison d'un jour par semaine.

Le gouvernement est en train de remédier à une des causes principales du chômage : la ruine de l'agriculture. Déjà, les anciens paysans exilés dans les villes commencent à affluer vers les campagnes.

► En ce qui concerne les minorités nationales, la situation ne semble pas s'être stabilisée ? A quoi correspond la rivalité Shariat-Madari Khomeiny ? Où en est la solution du problème kurde ?

— Il faut distinguer le cas des incidents de Tabriz (Azer-



Face à l'ambassade américaine occupée, des milliers de travailleurs sont venus chaque jour manifester contre l'impérialisme US.

baïdjan) de celui du Kurdistan.

Le conflit Shariat-Madari Khomeiny a été exploité par certaines forces (Toudeh, Savakis) pour tenter d'affaiblir le gouvernement. Shariat Madari est un «libéral» soutenu par le bazar. Il a été très conciliant vis-à-vis de l'impérialisme US. Il faut établir une distinction entre l'attitude de Shariat Madari et celle de ses partisans : dernièrement, il a lancé des appels à l'unité du peuple iranien et déclaré qu'il ne représentait plus le Parti Républicain Islamique. Il a été débordé par ses partisans.

Depuis le début de la révolution, le peuple d'Azerbaïdjan soutenait principalement Shariat Madari. En ce qui concerne le Kurdistan, Khomeiny a promis l'«autogestion», ce qui revient à peu près à l'autonomie. La situation s'est stabilisée au niveau des minorités nationales. Le gouvernement a décidé de consacrer la somme d'une journée de revenu pétroliers de subventions pour le Kurdistan et le Baloutchistan.

► Qu'est-il advenu de l'unité populaire qui prévalait pendant la lutte contre le Shah ?

— Elle est brisée, il nous faut la reconstruire. Certains veulent monopoliser le pouvoir au nom de la «ligne d'action de Khomeiny». Khomeiny n'a pas cette attitude, c'est lui-même qui s'est rendu chez Shariat Madari pour discuter avec lui. Actuellement, il existe plusieurs pouvoirs de décision, chacun fait des déclarations contradictoires. Il n'y a pas de pouvoir centralisé. Les étudiants qui occupent l'ambassade américaine peuvent ordonner la fermeture des boutiques, des usines.

Khomeiny a décidé de supprimer la référence au chiisme dans la Constitution, c'est très important, surtout pour les Kurdes à majorité sunnites. Khomeiny est conscient de la nécessité de l'unité du peuple, contrairement aux éléments qui veulent le monopole du pouvoir.

► Qu'a apporté la mobilisation contre l'impérialisme US à la faveur de l'occupation de l'ambassade américaine à Téhéran ?

Le Parti du Prolétariat a pris position en faveur de cette nou-

velle mobilisation populaire contre l'impérialisme US. A mon avis personnel, cette action aurait pu être beaucoup plus efficace si la tendance au sein du gouvernement qui veut monopoliser le pouvoir n'avait pas écarté la bourgeoisie nationale, Shariat Madari et certaines minorités nationales, en leur refusant le droit à l'autonomie.

Les forces dirigeantes pensaient pouvoir mobiliser toutes ces composantes autour de l'occupation de l'ambassade US, mais leur attitude dans le passé n'a pas permis de les réunir. Au contraire, les divisions se sont accentuées. Ainsi, les événements de Tabriz ont commencé juste après l'occupation de l'ambassade américaine de Téhéran.

► Quelles ont été les réactions en Iran par rapport à l'invasion soviétique en Afghanistan ? Quelle attitude a adopté le Parti Toudeh face à cet événement ?

— Tout d'abord, c'est un fait que l'URSS a tenté de tirer profit de l'affrontement avec l'impérialisme US. Elle pensait que l'Iran s'appuyait sur elle, mais c'était sans compter sur les positions correctes de Khomeiny, opposées aux deux superpuissances. L'invasion de l'Afghanistan et les réactions violentes qu'elle a suscitées en Iran a ruiné pour quelque temps les espoirs de Moscou.

A une prière du vendredi dans une mosquée de la capitale, où presque un million de personnes participent et où les sermons portent toujours sur une question politique, l'imam qui dirigeait cette prière a déclaré : «Nous luttons contre le social-impérialisme et le social-militarisme, notre lutte s'oppose aux deux superpuissances».

La première manifestation contre l'intervention soviétique en Afghanistan a été organisée par les étudiants afghans en Iran avec les membres de la Confédération des étudiants iraniens. Après la déclaration du gouvernement soutenant la lutte du peuple afghan contre les troupes soviétiques, des manifestations populaires ont réuni des milliers de gens. Les manifestants dénonçaient le parti Toudeh (NDLR : parti révisionniste pro-soviétique) par ce slogan : «Khalq et Parcham en

Afghanistan, parti Toudeh en Iran doivent être anéantis». En empêchant certains manifestants d'occuper l'ambassade d'URSS, les autorités ont seulement voulu éviter de provoquer Moscou.

Depuis l'intervention soviétique en Afghanistan, le parti Toudeh est isolé. Il se discrédite lui-même en justifiant l'invasion soviétique par l'existence d'un printemps de Prague à Kaboul... Les gens déchirent leurs journaux. Ils sont interpellés : «Si l'URSS envahit l'Iran, que ferez-vous ? Soutiendrez-vous la révolution iranienne ? Le Toudeh a toujours critiqué le mot d'ordre de Khomeiny : «Ni l'Ouest ni l'Est».

L'ayatollah Montazeri a déclaré que l'Afghanistan deviendrait le Vietnam de l'URSS. Mais les Moudjahidjin du peuple, comme les Feddayin du peuple, refusent de dénoncer l'intervention soviétique en Afghanistan.

► Bani Sadr est généralement désigné comme vainqueur probable des élections présidentielles, qu'en pensez-vous ?

C'est certainement lui qui a le plus de chance de l'emporter, bien que certains dirigeants religieux lui reprochent son «occidentalisation» parce qu'il veut favoriser les relations économiques avec l'Europe. Bani Sadr a fait de nombreuses déclarations contre les deux superpuissances. Le Parti de la Révolution islamique (la formation la plus importante se réclamant de Khomeiny — NDLR) qui a eu beaucoup de difficultés pour désigner un candidat, finira probablement par soutenir Bani Sadr.

► Où est la situation aujourd'hui en Iran, du point de vue des libertés démocratiques ?

— L'été dernier, lors de ma précédente visite en Iran, il régnait un certain climat anarchique. Désormais, les libertés sont codifiées et c'est le peuple qui en bénéficie dans sa lutte contre l'impérialisme. Les libertés sont restreintes pour les réactionnaires dont les journaux ne peuvent plus paraître. Ayandeghan a été interdit parce qu'il avait publié des secrets militaires. Les journaux interdits l'ont été pour propagande sioniste ou pour apologie du régime du

Shah. Nous n'avons aucun problème pour publier, diffuser notre journal, organiser des réunions et des meetings. Les musulmans nous soutiennent et viennent à nos meetings.

► Est-ce que vous ne pensez pas qu'il est restrictif d'exiger des candidats aux élections présidentielles qu'ils soient de religion musulmane ?

En Iran, officiellement, tout le monde est musulman, c'est inscrit sur chaque carte d'identité. Cette condition est tout à fait symbolique, car, personne ne va vérifier si le candidat fait ses prières ou pas. Pendant la lutte contre le Shah, les gens scandaient dans les manifestations : «Allah Akbar !» (mot à mot : «Dieu est grand»). Cette phrase ne doit pas être prise strictement dans un sens religieux, elle a la valeur d'un mot d'ordre anti-impérialiste.

► Quelle est la position du nouveau parti marxiste-léniniste qui vient de se créer en Iran : le Parti du Prolétariat ?

— Le Parti du Prolétariat se fixe pour objectif d'unir dans un vaste front trois tendances : le nationalisme progressiste, l'islam combatif, les socialistes révolutionnaires. Dans la première catégorie, nous plaçons le Front National, le Mouvement de Libération de l'Iran (créé par Bazargan) Shariat Madari. La majorité des ouvriers et du peuple appartient aujourd'hui à la deuxième catégorie : l'islam combatif, la troisième catégorie est représentée par le Parti du Prolétariat. Khomeiny représente l'unité de deux courants : l'islam combatif et le nationalisme progressiste, et de deux couches de la bourgeoisie : petite bourgeoisie et bourgeoisie nationale. Nous, Parti du Prolétariat, acceptons Khomeiny comme dirigeant de la révolution islamique, dans le but d'élargir la démocratie et l'indépendance. Nous ne pouvons pas avoir la direction de ce Front uni dans l'immédiat, mais nous y travaillerons. Il nous faut gagner la confiance des musulmans. Il est très difficile de tenir un discours marxiste traditionnel en Iran. Aujourd'hui, les gens qui nous considèrent avec méfiance sont étonnés de voir que des communistes puissent soutenir la lutte du peuple afghan contre l'agression russe. Nous apportons notre soutien au syndicat des ouvriers d'Iran, qui ne lutte pas uniquement sur le plan revendicatif, mais aussi sur le plan politique et possède une plate-forme anti-impérialiste.

(1) «L'armée du savoir du Shah», elle était composée de soldats ayant le niveau du baccalauréat, qui devaient, tout en alphabétisant, se livrer à des tâches de surveillance et d'encadrement de la population, afin de prévenir toute opposition à la dictature.

(2) Khalq et Parcham les deux tendances du Parti populaire démocratique, parti pro-soviétique d'Afghanistan. Amin appartenait au Khalq ; Babrak Karmal, qui l'a remplacé, appartenait au Parcham.

Entretiens François-Poncet - Kornienko

De nouvelles questions aux soviétiques

Les entretiens qu'a eu le vice-ministre des affaires étrangères soviétique, Kornienko, avec François-Poncet et son adjoint de Leusse, auront duré neuf heures au total, jeudi 24 janvier. Le gouvernement français avait d'ailleurs choisi une certaine mise en scène : à plusieurs reprises, pendant les entretiens, Giscard a téléphoné au Quai d'Orsay, pour s'informer. Par ailleurs, on précise au ministère que la visite de Kornienko a été effectuée à la demande de la France, en vertu d'un protocole signé en 1970 entre la France et l'URSS, protocole qui prévoit

«des conversations en cas de crise internationale grave». Mais en dehors de ces aspects qui relèvent avant tout de la mise en scène, quel a été le contenu des entretiens ? Avec «beaucoup de fermeté», François-Poncet a demandé à son interlocuteur de lui «donner l'assurance que les troupes soviétiques se retireraient d'Afghanistan». Il a également demandé à Kornienko de préciser la date à laquelle ces troupes se retireraient, en souhaitant des précisions sur les modalités de ce retrait. Les réponses soviétiques ont apparemment été des plus évasives,

amenant le ministère français à préciser que «c'est à la rapidité avec laquelle l'Union Soviétique retirera ses troupes d'Afghanistan que l'on jugera son désir de voir se maintenir la détente entre l'Est et l'Ouest». Malgré ces imprécisions, on parle au quai d'Orsay de «mesures de rétorsions possibles». Mais celles-ci n'interviendraient pas avant la fin de l'année, et pourraient se traduire par le boycottage de la réunion de Madrid, qui fait suite à celles d'Helsinki et de Belgrade sur la détente.

Au moment où François-

Poncet et Kornienko discutaient, la Grande-Bretagne annonçait plusieurs mesures de rétorsions : le refus de renouveler l'accord commercial actuel avec les soviétiques, à dater de son expiration le 16 février ; la suppression des manifestations culturelles communes ; l'annulation des échanges militaires ; l'annulation des émissions en russe de la BBC ; et enfin, «des pressions accrues» pour que les Jeux Olympiques n'aient pas lieu à Moscou.

Van Leere (Grand Quevilly)

Contre les 2x8

Rouen correspondance

A Van Leere (Grand Quevilly), deuxième fabricant mondial de fûts métalliques et premier en fermeture de fûts, ça bouge.

Depuis le 14 janvier, des actions sont menées qui concernent le travail posté.

D'après le règlement de l'entreprise, les femmes qui habituellement travaillent en poste et qui reviennent de grossesse sont mutées pendant deux ans à la journée, avant de revenir au travail posté.

Depuis novembre, une travailleuse se trouve pour-

tant dans une situation difficile, puisqu'elle n'a pas pu trouver de nourrice. Malgré la mise en garde du syndicat CGT, la direction de l'en a pas moins sommée de reprendre les 2 X 8 dès le lundi 14 janvier. Ce jour-là, elle se présente au travail à 7 h 30, avec les délégués du personnel et sur proposition de ces derniers. Le chef du personnel refuse de lui donner du travail. Une heure après, l'ensemble de l'usine débraye... Et à 10 heures, un nouveau sursis est accordé à cette travailleuse, ainsi qu'à une autre.

Face à la combativité, la direction a plié sur cette revendication, et parlait mé-

me d'envisager des postes de travail à la journée pour les femmes confrontées au problème de la garde des enfants. Il ne s'agit cependant là que de promesses.

Le débrayage victorieux du lundi a réveillé un vieil revendication des travailleurs postés : l'intégration des temps de pause dans le temps de travail (et donc une réduction d'horaires, car ils finissent à 21 h 45 le soir). Ils réclament également une journée de congé supplémentaire et le libre choix de la date des congés. Le débrayage du lundi 14 a été l'étincelle, et depuis lundi 21, les travailleuses et tra-

vailleurs postés sont en grève à 95 %, deux fois une heure par jour. Mardi, la direction a reçu les délégués qui ont déposé les revendications et appris que la direction acceptait une discussion pour le jeudi. Mais en demandant que la grève soit suspendue. Les travailleurs ne se sont pas laissés prendre à ce piège, et ont confirmé la grève. Aujourd'hui, jeudi 24 janvier, la grève se poursuit après la réponse négative de la direction. Le moral est au beau fixe parmi tous les grévistes, qui sont toujours aussi nombreux et envisagent même de durcir le mouvement d'ici peu.

Réunion CGT-CFDT mardi 29 janvier

C'est donc mardi prochain, 29 janvier, à 17 h que se rencontreront les délégations confédérales de la CGT et de la CFDT afin d'examiner les suites à donner à l'accord d'unité d'action syndicale. C'est Jacques Chereque qui a présenté le rapport introductif du conseil national CFDT, réuni pour trois jours depuis jeudi 24. Le numéro deux de la CFDT a estimé que «l'heure est de nouveau au bilan lucide mais confiant» réaffirmant les orientations du recentrage.

De son côté le comité confédéral national de la CGT, réuni les 24 et 25 janvier, a entendu un rapport de René Lomet. La CGT estime que «le climat est à la lutte pas à la résignation» soulignant que les luttes «menées dans les grandes entreprises contre les monopoles Alsthom, Ducellier, Merlin Gerin, Snecma, Renault, Berliet, SNIAS, Rhône-Poulenc, Dassault» constituent un fait nouveau qui doit attirer l'attention. Lomet s'est montré très critique à l'égard de la CFDT tout en réaffirmant le choix de la CGT en faveur de l'unité d'action «dans la clarté».

Dans ce cadre, la CGT proposera le 29 janvier «que la première quinzaine de février soit un temps fort de l'action». Elle proposera également de mener une action centrée sur la défense des libertés.

D'autre part, avant même le retour de la délégation confédérale envoyée en Afghanistan, Lomet propose que la position adoptée par la Commission exécutive devienne dès à présent la position officielle de la CGT. Rappelant les «différences d'appréciations difficilement surmontables» apparues au cours du débat de la Commission exécutive, le rapport présente rappelle qu'«il va sans dire» que «chaque adhérent de la CGT et chacune de ses organisations» ont «l'entière liberté d'exprimer une position différente».

De son côté, Maire a formulé le vœu que le travail d'information de la CFDT à propos de l'Afghanistan «contribuera à un vaste mouvement de protestation populaire et conduira la CGT et le PCF à revenir à des positions plus conformes aux traditions de la classe ouvrière française».

Annecy

Manifestation des élèves infirmières à l'ANPE

Il ne faisait pas chaud à Annecy (Haute-Savoie) ce 24 janvier, et pourtant près d'un demi millier de travailleurs de la Santé avaient répondu présent pour aller manifester contre le chômage des infirmières nouvellement diplômées devant les locaux de l'ANPE.

Aux cris de : «Plus de sous, plus de soins, l'hôpital est en danger», ou «Diplômées en janvier, chômeurs en février», un cortège haut en couleur où l'on reconnaissait les tenues de travail des différents hôpitaux du département, quitta la cour du centre hospitalier pour rallier le centre-ville, puis la cité administrative, l'ANPE et la préfecture. La quasi-totalité des élèves infirmières de Haute-Savoie était là, certaines venant d'assez loin, puisque les centres de formation de Thonon, de la Roche, Annemasse avaient fait le déplacement pour épauler les écoles d'Annecy et de Seynod.

Pour beaucoup, c'était sans doute la première manifestation, sans doute pas la dernière lorsque l'on sait que la dernière promotion sortie (juin) a été employée sous

contrat, contrats non renouvelés pour la plupart. La promotion qui a passé le diplôme d'Etat ces jours derniers n'a trouvé pratiquement aucune trace d'emploi.

On notait dans cette manifestation la présence d'une délégation des ouvriers de Dassault, d'une autre de l'Institut rural (institut préparant au concours d'entrée à l'école d'infirmière) et le soutien des hospitaliers.

Finalement, une délégation fut reçue sans autre promesse que la situation des élèves infirmières serait étudiée. En d'autres termes, «Laissez-nous votre adresse et on vous écrira» ! Après le compte rendu du délégué soulignant la nécessité de poursuivre l'action et d'œuvrer en vue d'une coordination régionale ou nationale des écoles d'infirmières, le cortège quitta la préfecture et, de rage... entame aussitôt un deuxième parcours pour bien montrer que la combativité n'avait fait que croître et que les manifestants et manifestantes n'en resteraient pas là.

Correspondant Annecy

Editorial

Stages Barre : il faut être ministre pour se réjouir !

Jean Mattéoli est heureux. La mine réjouie, le nouveau ministre du Travail vient d'annoncer que la situation de l'emploi était satisfaisante. Un vrai triomphe ! Pensez donc : le rythme d'augmentation du chômage n'était que de 10,6 % en décembre 1979. Presque rien quoi. Et les jeunes ? Pas d'inquiétude non plus, puisqu'ils ont été «264 000 à bénéficier des dispositions du pacte pour l'emploi» ces six derniers mois ! 264 000 jeunes qui ont ainsi, paraît-il, «évité la marginalisation», à qui on a fait «connaître le monde du travail». C'est à se demander si on vit bien dans le même monde.

Quand on sait, par exemple, qu'une ANPE du 20^e arrondissement de Paris, qui vient pourtant dans le peloton de tête pour le chômage dans la capitale, n'a pu «placer» qu'un seul de ces fameux stages Barre, malgré des heures passées auprès des patrons à faire du démarchage, on se demande où les services officiels ont bien pu aller chercher ces chiffres. D'ailleurs, si les stages Barre connaissent un tel succès, pourquoi diantre reste-t-il encore 20 à 40 000 places à pourvoir ? Pourquoi diantre a-t-il fallu rallonger d'un mois les délais de validation ?

Non, ce troisième pacte pour l'emploi des jeunes est un fiasco monumental, comme le montre tout simplement la comparaison avec les chiffres du premier. Sur tous les tableaux, les résultats sont nettement inférieurs. Pour prendre un exemple, on avait officiellement 183 900 embauches de jeunes de moins de 25 ans au cours des six premiers mois du premier pacte, il n'y en a eu cette fois que 65 000. En fait, ce troisième pacte intéresse beaucoup moins les patrons que le premier, pour une raison bien simple : cette fois, l'Etat ne prend pas tout en charge. Alors, globalement, ils préfèrent ne pas embaucher du tout.

Et du côté des jeunes, comment s'étonner s'ils refusent de «signer» de tels contrats ? Ils n'ont pas la mémoire si courte. Ils se souviennent des deux «générations» précédentes, qui n'ont bien souvent été payées que 4 ou 5 mois après le début du stage, et encore, comme on dit, à coups de lance-pierres ; 25 % du SMIC, 75 % au maximum ! Une drôle d'entrée dans le monde du travail qui fait d'eux précisément des marginaux dans l'entreprise, parce qu'ils n'y ont aucun droit.

Mais, nous di-ton, les contrats d'apprentissage ont mieux marché. Au niveau statistiques, c'est peut-être vrai, mais parce que ça a tourné à toute vitesse. Des contrats d'apprentissage où l'on fait plus de 40 heures par semaine, où l'apprentissage se réduit, en toute illégalité comme dans la boulangerie, à balayer ou à faire les courses. La formation là-dedans compte pour zéro. Quand elle a lieu, c'est souvent le jour de fermeture du magasin. Quoi d'étonnant, si, au bout d'un an, le tiers des effectifs globaux d'apprentis boulangers a disparu ? D'autant plus que ceux qui vont jusqu'au bout du contrat ne seront pas embauchés, mais remplacés par d'autres apprentis... Ils font leurs comptes : presque pas de paie, pas de formation, pas de garantie d'embauche au bout de ce baigne. Et ils s'en vont.

Les jeunes disent non à cet esclavage. Non aux stages parkings où on leur apprend ce qu'on apprend aux gosses dans les «ateliers» des colonies de vacances. Ils savent que ça ne leur servira à rien, pas plus que les diplômes qu'ils ont pu décrocher avant de sortir de l'école. Ils savent que pour le gouvernement, un stagiaire Barre, ce n'est qu'un «primodemandeur d'emploi» en sursis...

Alors, assez de mensonges, assez de chiffres gonflés. Quand il y a bientôt deux millions de chômeurs dans ce pays, il est des satisfactions ministérielles qui ressemblent fort à des provocations.

Monique CHÉLAN

1er février-20h 30,
salle de la Mutualité (Paris)

Meeting contre l'agression de l'URSS en Afghanistan

A l'appel du PCML,
du PCRml et de l'UCJR

4 mois de débrayages à la Thomson-CSF pour 450F

Malakoff, Sartrouville, Brest : « Nous travaillons au rythme des négociations »



Les travailleurs de Thomson manifestaient le 18 janvier.

Depuis 4 mois, et même plus pour certaines usines comme celle de Brest, des milliers de travailleurs et travailleuses de la Thomson-CSF mènent une lutte qui a pour forme des débrayages d'ateliers communs ou tournants. Les revendications : 450 F, salaire mini à 3 000 F, cinquième semaine de congés payés.

Parmi les centres touchés, les centres de productions proprement dit : Sartrouville, Malakoff, Brest, Cholet, Saint-Egrève (Isère), mais aussi des centres moins importants : Rennes, Bordeaux...

La forme de lutte employée — de surcroît à une large échelle — commence à entraîner des pertes non négligeables de production.

La direction ne s'y est pas trompé qui réprime à qui mieux mieux : lettres d'intimidation et huissier chez les grévistes, sanctions contre les militants syndicaux. Le mouvement n'a pourtant pas faibli et a même, selon des responsables syndicaux, repris une certaine vigueur depuis les fêtes de Noël.

Malakoff (Hauts-de-Seine) est un des centres où la combativité est la plus importante : l'usine Thomson, située porte de Châtillon, est un centre de production qui comprend sur un total de 2 500 personnes environ 2 000 ouvriers ; la grève qui s'y déroule a donc un impact direct sur la production qui commence à baisser sérieusement.

La lutte, qui a commencé il y a 4 mois, prend la forme de débrayages avec manifestations en ville, blocages de rue ; les débrayages durant généralement une demi-heure. La direction réprime « au total », dit un responsable CFDT, « c'est un mois et demi de mise à pied qui a été donné par la direction jusqu'ici ».

SARTROUVILLE : DES DEBRAYAGES PARTICULIEREMENT EFFICACES

Là encore, la lutte est particulièrement bien suivie. Les formes de lutte employées dans cet autre centre de production de la région parisienne sont particulièrement efficaces pour la bloquer. Qu'on en juge : un débrayage hebdomadaire commun à tous les secteurs de l'usine a lieu, auquel s'ajoutent des débrayages tournants de chacun des secteurs qui vont pendant leur arrêt de travail rendre visite à ceux qui travaillent. Une telle forme de lutte, qui fait perdre peu d'argent, permet en plus évidemment de faire perdre une production plusieurs fois supérieure à celle qui résulterait d'un débrayage simple.

Les défilés dans l'usine se font en outre dans la franche bonne humeur : ballons, musique, etc. Bonne humeur et perte de production ne sont pas du goût de la direction qui, d'une part, multiplie ici les avertissements sous les prétextes les plus variés, comme ceux des pauses casse-croûte trop longues.

En outre, une lettre de « mise en garde » vient d'être adressée aux membres du personnel où la forme de lutte est bien sûr jugée illégale. La maîtrise est particulièrement mobilisée pour dissuader les grévistes de continuer. Jeudi 24 nullement intimidés, des grévistes, au nombre de 500, ont à nouveau débrayé durant une demi-heure.

BREST : LA PRODUCTION EN PREND UN COUP AUSSI !

À Brest, autre centre de production de province cette fois, la lutte dure depuis le mois de septembre, date à partir de laquelle, l'usine a vu quasiment chaque jour des débrayages allant de quelques minutes jusqu'à la demi-heure. Là encore, les arrêts de travail se font secteurs par secteurs et incluent la « visite » des autres ateliers. Face à cette forme de lutte employée à Brest déjà en 1974 pour obtenir la cinquième semaine de congés payés, la direction générale a fait des-

prendre la direction technique de Paris sur le terrain, alors que dans le même temps, 6 délégués CFDT (Syndicat majoritaire de l'usine) ont été mis à pied deux heures. Là encore, il s'agit de casser un mouvement qui aux dires des chefs de production, eux-mêmes, entraîne une baisse sensible de la production.

Dans le même but, des lettres — les menaçant de licenciement — ont été envoyées aux délégués syndicaux de la CGT, de la CFDT et de FO ; cette dernière organisation participant à Brest au mouvement. Trente travailleurs ont quant à eux reçus la visite de l'huissier pour leur remettre une lettre de la direction. Les lettres ont été brûlées sur la route nationale passant devant l'usine. Et pour bien mieux montrer encore leur détermination, 800 travailleurs de l'usine ont manifesté à Brest, dernièrement !

Richard FEUILLET

Rhône-Alpes : lourd bilan pour l'emploi industriel

Au cours des huit premiers mois de l'année 1979, dans les entreprises de plus de cent personnes, il y a eu 8 700 personnes en moins dans la région Rhône-Alpes, et ce pour les seules industries. Selon des rapports très sérieux émanant

de l'INSEE, à la fin de l'année 1979, ce seront 12 000 emplois qui auront disparu dans l'industrie de la région Rhône-Alpes. Cela n'empêchera nullement les profits de Rhône-Poulenc, de Thomson-CSF d'augmenter bien sûr.

L'Oréal vous parfume et vous soigne

Lundi 21 janvier 1980, le journal patronal *Les Echos* nous révélait que le groupe L'Oréal prenait une participation importante dans Métabio-Joullie. Il faut dire que L'Oréal a plutôt bien profité de la crise. Les disponibilités financières du groupe sont très importantes.

L'Oréal est le numéro 1 européen des cosmétiques et le numéro 2 au plan mondial, c'est quand même pas si mal que ça. Métabio-Joullie est dans le secteur de la pharmacie. Cette prise de participation permet à L'Oréal « d'ajouter un nouveau fleuron » à son secteur pharmaceutique représenté par Synthélabo.

Métabio-Joullie c'est les laboratoires Egic produisant l'Aspégic et l'Hépagrum. C'est aussi les laboratoires Joullie avec le Rhinathiol (pour les voies respiratoires), les laboratoires Ronchese avec le produit Rhinovac. Métabio-Joullie, concrètement, c'est 500 millions de chiffre d'affaires et 18 millions de bénéfices nets, 1 700 personnes.

Synthélabo c'est les laboratoires Dausse avec les produits Pervincamine et Solutine (produits cardiovasculaires), c'est aussi les laboratoires Robert et Carrière avec l'Ercefuryl (anti-infectieux intestinaux) et l'Ercevit (thérapeutique vasculaire). C'est aussi les sutures chirurgicales, la commercialisation de matériels hospitaliers, la médecine vétérinaire, la chimie, l'information et l'édition. Enfin, Synthélabo contrôle Telectronics (Australie) le numéro 2 mondial de stimulateurs cardiaques.

Le groupe pèse 669 millions de chiffre d'affaires, 31

millions de bénéfices nets en 1978, et compte 2 000 personnes.

Pour conclure ce bref tableau précisons que les actionnaires principaux de L'Oréal sont Nestlé et la famille Bettencourt*. En 1974 Mme Bettencourt, née Schueller, vendait 4 630 000 actions de Gesparal S.A. (groupe financier qui chapeaute L'Oréal) à Nestlé-Alimentation S.A., et achetait 115 910 actions chez Nestlé. Si bien que Mme Bettencourt est la première actionnaire connue du trust Nestlé avec 5 % du capital de la société suisse.

* M. Bettencourt est un habitué du pouvoir. Il était membre du gouvernement Mendès-France (1954-1955). Il fut ensuite ministre dans le gouvernement Pompidou (1967-1968), puis Couve de Murville (1968-1969), Chaban-Delmas (1969-70) et Messmer (1972). Ami de Giscard, il a été vice-président de la fédération nationale des républicains indépendants, aujourd'hui Parti républicain.

LES MARQUES PROPRIETES DE L'OREAL

ELNETT, SEBANE, PRINTIL, NARTA, DOP, GSP, FLI-FLAP, CADO-NETT, GARNIER, TWENTY, OBAO, Ambre solaire, MENNEN, LANCOME, BALAFRE, GUY LAROCHE, GRENWATER, DODIE, RUBY, DERCOS, COURREGES, les traitements La BOURBOULE, JACQUES FATH, DIPARCO (CHERAMY, Bien-être, «H»)

Empêchons la fermeture du foyer Sonacotra de Ste-Geneviève-des-bois (Région parisienne)

Depuis plus de trois ans, les résidents luttent pour des conditions de vie plus humaines et contre des charges disproportionnées avec le service rendu. Ils sont menacés d'expulsion au 1er février 1980. Le comité de résidents a proposé des négociations à la Sonacotra, mais celle-ci accumule les préalables : augmentation des charges, signature individuelle d'un contrat de résident donnant tout pouvoir au gérant.

Nous devons manifester notre soutien aux résidents pour qu'ils puissent imposer à la Sonacotra une négociation sur leur plate-forme revendicative.

Le comité de résidents et le comité de soutien appellent la population de Sainte-Geneviève-des-Bois (région parisienne) à renforcer la lutte, à participer au rassemblement de soutien aux résidents en lutte, le samedi 26 janvier 1980, salle de la Bergerie, quartier Saint-Hubert :

— 14 h 30 : ouverture, musique
— 15 h : film « Mohamed, prends ta valise », suivi d'un débat
— 16 h 30 : intervention du comité de résidents de Sainte-Geneviève-des-Bois : « Où en est la lutte ? », questions et débat.
Folklore maghrébin et por-

tugais pour animer et terminer ce rassemblement de soutien.

Pendant toute la durée du rassemblement, il sera possible à chacun de s'informer et de discuter avec les résidents, avec les membres du comité de soutien.

**NON A LA FERMETURE DU FOYER !
NON AUX EXPULSIONS !**

Comité de résidents, Comité de soutien dont ACAFI, UL CFDT, PCRml, « La Valise », Eglise réformée de la Vallée de l'Orge, PSU, MJC, Ligue des droits de l'homme.

2 usines Rhône-Poulenc menacées de fermeture

Les usines de Lyon-Vaise et Vaux-en-Valin ainsi que le centre de recherche de Vénissieux de Rhône-Poulenc-Textiles sont menacés de fermeture dès juillet prochain.

C'est ce qu'a annoncé la direction générale du groupe au cours de la réunion du comité central d'entreprise qui s'est tenue jeudi 24 janvier à Paris. Au total, 2 359 salariés sont concernés par cette mesure sans compter les salariés des petites entreprises connexes. Bien entendu, le PDG Gaudois n'a pas manqué de formuler de vagues promesses de reclassement des licenciés. Il faut cependant rappeler que cette décision de fermeture s'inscrit dans un plan de restructuration du groupe qui prévoit un total de 6 000 suppressions d'emplois et la liquidation d'un tiers du potentiel textile du groupe.

Dès l'annonce du projet de licenciement, débrayages et manifestations ont eu lieu à Vaise à l'appel des syndicats CGT, CFDT, FO et CGC.

Un ouvrier meurt dans un silo

Dans l'entreprise Resogil à Lure (Haute-Saône), une usine de bois aggloméré, un ouvrier devait nettoyer un silo où s'était déclaré un début d'incendie la veille. C'est en cherchant à décrocher des particules de bois mouillé en haut du silo que l'ouvrier se trouva submergé par des tonnes de copeaux.

international

Inde

Dans le Kerala, tout à fait au Sud de l'Inde, des élections à l'Assemblée de cet Etat ont eu lieu. Les deux partis révisionnistes, le « Parti communiste de l'Inde » et le « Parti communiste marxiste » qui formaient un front, ont obtenu la majorité absolue. Ils ont obtenu 107 sièges sur 140.

Liban

La région du Tyr et le village de Hasbaya, en parriculier ont été ces derniers jours la cible de violents bombardements de la part des milices d'extrême-droite alliées d'Israël.

Maroc

14 000 travailleurs de l'Office chérifien des phosphates ont participé mardi 22 à une grève générale de 24 heures visant à obtenir des augmentations de salaire. Ces derniers jours, de nombreux secteurs ont connu des grèves : industrie du bâtiment, transports, etc. Les revendications portent sur la dégradation du pouvoir d'achat.

Tchad

Le président Goukouni Oueddei se rendra prochainement en France pour négocier le départ des troupes françaises conformément à l'accord de Lagos, signé en août dernier par les différentes forces politiques tchadiennes. La force neutre inter-africaine vient d'arriver à N'Djamena.

La mémoire courte

« Nous nous trouvons devant un lourd héritage. Des milliers de prisonniers politiques ont été torturés et assassinés. Des dizaines de milliers d'Afghans ont tout perdu. Des villages entiers ont été bombardés et rasés parce que leurs habitants s'opposaient aux exactions des partisans d'Amin. Le peuple n'avait plus aucune liberté démocratique ». Etc. C'est ce que déclare S.A. Keshmand, ministre afghan du Plan en poste depuis trois semaines, dans l'Humanité du 23 janvier. Ce que ce monsieur « oublie » de dire, c'est que toutes ces exactions — au demeurant probables — ont été commises sous un régime qui avait le plein soutien des Russes, comme Taraki avant et Karmal aujourd'hui.

histoire

Il y a 100 ans les troupes russes pénétraient en Afghanistan

Au 19e siècle, le tsarisme entreprenait une politique d'expansion dans le but d'agrandir son territoire, mais surtout dans le but d'atteindre la mer libre.

La Russie en effet, du fait de sa situation géographique ouverte vers le pôle, ne possède pas de ports en mer libre de glace, sauf la mer Noire fermée par un détroit qu'elle ne maîtrise pas.

Par l'occupation de la Finlande en 1808, et son intervention dans les pays balkaniques de 1834 à 1914, la Russie possédait deux débouchés, un vers la mer du Nord, l'autre vers la Méditerranée qu'elle disputait à la Grande-Bretagne, l'Autriche et l'Allemagne. La question de la possession des Balkans sera une des questions à régler par la première guerre mondiale.

La Russie tsariste, stoppée dans cette région, entreprenait une percée en direction de l'océan Indien.

En 1865, Alexandre III occupe Tachkent et ses troupes arrivent à la frontière indienne et afghane. Aux Anglais, inquiets de cette pénétration, le tsar leur déclare « l'Afghanistan est en dehors de notre sphère d'influence ».

Mais, en 1879 « dans le but de réprimer les menées des rebelles qui menacent la sécurité du Tad-

jikistan » (russe depuis 1865), les troupes russes passent la frontière et s'avancent vers le Sud. Les Anglais, qui colonisent les Indes, ripostent immédiatement, en envahissant l'Afghanistan (jusqu'alors pays indépendant) et y installent un de leurs protégés sur le trône de Kaboul.

Les troupes russes repartent. La « crise anglo-russe » se termine par un accord qui laisse l'Afghanistan sous l'influence anglaise, lui donne une bande de terrain de « séparation » entre l'empire russe et l'empire anglais.

La Russie obtient la passe de Zulficar dans le Pendjab, lieu de passage naturel dans cette région très montagneuse entre l'Afghanistan, l'Iran et la Russie. Cette voie, l'URSS social-impérialiste la possède toujours et elle lui a servi fort à propos dernièrement.

L'Afghanistan fut ainsi érigé en « Etat tampon » entre les deux puissances dominantes alors la région. Les rudes montagnards afghans se souviennent du passé et sont toujours restés armés, de génération en génération pour défendre l'indépendance de leur pays.

Estelle DELMAS

Deux ans après la grève générale du 26 janvier

Des syndicalistes toujours détenus dans les prisons de Bourguiba

Il y a deux ans, le 26 janvier 1978, l'UGTT (Union générale des Travailleurs tunisiens) organisait une grève générale pour protester contre les attaques des locaux syndicaux menées les jours précédents par les hommes de main du pouvoir. Face à la mobilisation populaire, massive et puissante, le néo-Destour (parti au pouvoir depuis l'indépendance), se sentant menacé, déclancha une violente répression.

Lors des événements du 26 janvier, 200 manifestants furent assassinés, des centaines arrêtés. Soutenus par l'ensemble des travailleurs tunisiens, qui refusèrent de reconnaître la nouvelle direction syndicale fantoche de l'UGTT nommée par Bourguiba, et bénéficiant d'un vaste soutien de l'opinion internationale, les syndicalistes, dont Habib Achour, l'ancien secrétaire général, échappèrent à la peine capitale, mais furent condamnés à de lourdes peines de prison.

La libération d'Habib Achour (soumis à la résidence surveillée) et celle de plusieurs autres syndicalistes, survenue en août dernier, ne peut faire oublier que 25 dirigeants syndicaux continuent d'être détenus dans des conditions déplorables, de même que les 150 prisonniers politiques recensés en Tunisie. Pire encore, trois syndicalistes dont Houcine El Kouki et Hamad Zellouz ont trouvé la mort sous la torture pratiquée couram-

ment dans les geôles du régime tunisien. Malgré la répression contre les travailleurs qui prend de multiples formes — milices du néo-Destour dans les usines, licenciements massifs, etc. — le pouvoir n'est pas parvenu à faire accepter la direction fantoche et ses nouvelles orientations, aux travailleurs qui expriment leur mécontentement dans les nombreuses grèves qui éclatent dans le pays.

LIBERATION DE TOUS LES SYNDICALISTES EMPRISONNÉS ET DE TOUS LES DÉTENU POLITIQUES

A l'occasion du 27e anniversaire de l'assassinat du dirigeant syndicaliste et patriote Farhat Hached, lâchement assassiné par le colonialisme français, le 5 décembre 1952, la direction légitime de l'UGTT, dans la clandestinité, a salué la « conscience vigilante dont font preuve les travailleurs, particulièrement dans leur

Liberté pour Zine et les prisonniers politiques de Tunisie
Le 4 janvier à Tunis, quatre militants de l'opposition à Bourguiba (membre du PRPT) lourdement condamnés en juin dernier, passaient en appel. Parmi eux, se trouve un travailleur tunisien, longtemps militant syndicaliste dans la région stéphanoise, Zine Makdhouri El Quertani. L'action d'un comité de soutien local, appuyé par de nombreuses associations, par la CFDT, la CGT, la FEN et les partis (PSU, PS, LCR, PCML et PCRml) avait porté jusque là sur les conditions ingobles de détention et de défense des accusés lors du précédent procès. Un nouvel appel est lancé (auquel seul le PCF a refusé de s'associer) en faveur d'un des accusés, gravement malade, Hidi Saadaoui et pour que Zine et ses camarades soient relaxés des chefs d'inculpation liés à l'exercice des libertés d'opinion, d'expression et d'association. Le Comité stéphanois de défense des détenus politiques tunisiens demande tous les anti-impérialistes et tous ceux que cette répression révolte d'écrire leur protestation au président de la Cour d'appel de Tunis, au ministre de la Justice (Boulevard Bab Benat, Tunis) et leur soutien aux détenus à la prison civile de Tunis. Correspondant St-Etienne'

attachement à leur organisation syndicale et à sa direction légitime et dans la défense de leurs revendications »

Le bureau de l'UGTT réclame la libération de tous les syndicalistes emprisonnés, la levée de tous les restrictions dont est victime Habib Achour, le rétablissement de tous les droits garantis par la Constitu-

tion ainsi que la réintégration de tous les travailleurs licenciés depuis le 26 janvier 1978.

Il ne faut pas que les victimes de la répression en Tunisie tombent dans l'oubli, il faut exiger la libération de tous les syndicalistes emprisonnés et de tous les détenus politiques.

Frank ROUSSEL

Iran : élections présidentielles

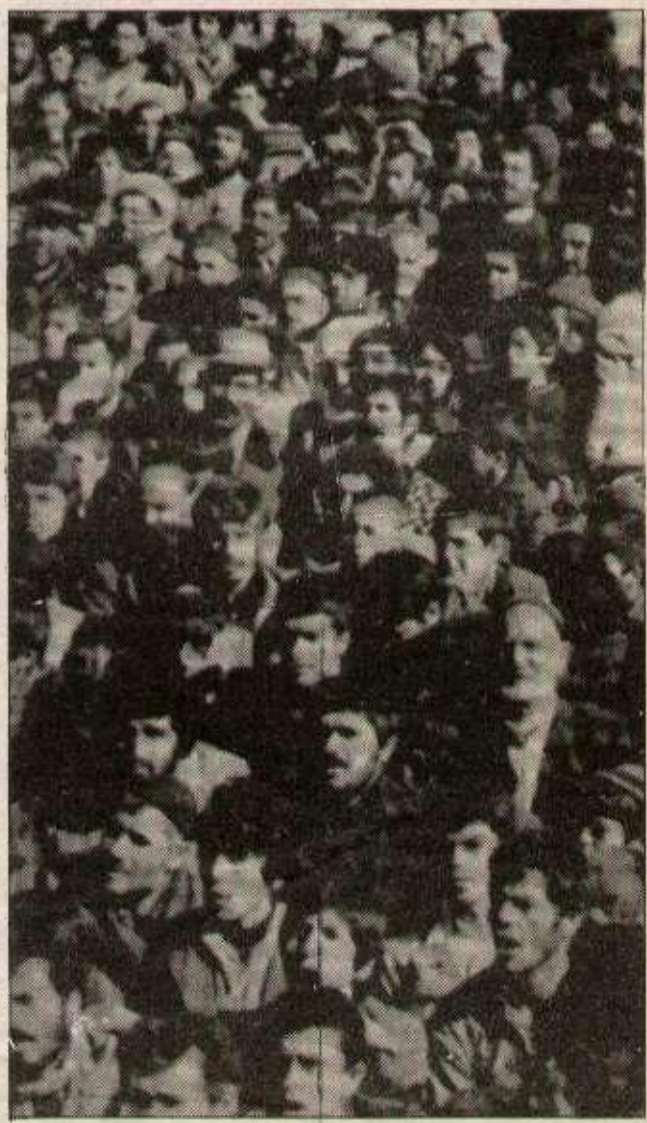
C'est ce vendredi que les électeurs iraniens auront à se prononcer sur la désignation de leur futur président de la république. Un deuxième tour sera sans doute nécessaire pour départager les candidats.

L'Ayatollah Khomeiny, qui par ailleurs vient d'être hospitalisé s'est gardé d'intervenir pour favoriser tel ou tel candidat. Néanmoins, sa prise de position visant à dissuader les dignitaires religieux de se présenter, aura eu pour conséquence le retrait de la candidature de l'Ayatollah Behecti pour le Parti de la République Islamique (principale formation à se réclamer de l'imam), et celle de l'Ayatollah Khalkali, chef des tribunaux islamiques, lui aussi membre du Conseil Révolutionnaire.

Le Parti de la République Islamique a eu beaucoup de difficultés pour trouver un candidat, puisque après l'annulation de la candidature de Behecti, ce fut celle de Farsi qui fut déclarée nulle en raison des ses origines afghanes (la nationalité iranienne étant exigée par la constitution). Le dernier candidat désigné par ce parti Hassan Habibi est un sociologue, il aura un adversaire sérieux en la personne de Bani Sadr, généralement désigné comme le futur vainqueur de ces élec-

tions. La candidature de Mousoud Rajari, représentant l'Organisation des Moudjahiddin du Peuple n'a pas été retenue, son parti ayant refusé de voter pour la constitution islamique, au référendum de décembre dernier.

L'amiral Madani, commandant en chef de la marine iranienne et gouverneur général du Kouzistan, a été compromis ces jours derniers par la publication de documents le mettant en cause pour avoir favorisé le départ d'un général fidèle au Shah et pour avoir sollicité l'aide des Etats-Unis à sa candidature aux élections présidentielles. Mis « hors course » par ces révélations faites par les étudiants qui occupent l'ambassade américaine, l'amiral Madani devra sans doute rendre des comptes sur ses agissements. Malgré la décision du conseil de la Révolution d'évacuer les gardiens de la révolution des villes kurdes de Sanandadj et Mahabad, satisfaisant ainsi une des revendications du mouvement kurde, le Parti démocratique du Kurdistan Iranien et le chef religieux Hosseini ont appelé à boycotter les élections présidentielles. Les principales organisations autonomistes kurdes reprochent au gouvernement d'avoir rejeté la candidature du représentant des Moudjahiddin du Peuple.



Angers

Après le recul du projet, les étudiants restent vigilants

Après une lutte massive de deux semaines, les étudiants d'Angers ont enfin fait reculer le préfet. En effet, celui-ci s'engage moralement par la voix du président de l'université, à repousser les expulsions pour permettre aux étudiants de passer normalement leurs examens de juin ou peut-être de septembre, et de donner des cartes de séjour.

C'est donc une première victoire qui ne doit rien au hasard et qui a été acquise de haute lutte. Car ce sont bien la mobilisation large que les étudiants ont impulsée autour d'eux (contacts avec les syndicats et associations), les actions efficaces (occupation de la présidence de l'université, grève de la faim de douze Marocains, occupation du théâtre), la riposte à l'agression des flics, à la répression du pouvoir, la démocratie dans le mouvement, qui en fin de compte ont permis au mouvement de gagner.

Cette lutte demeure à plusieurs titres un exemple

de mobilisation contre les lois racistes. Jugeons-en : cinq manifestations allant de 1 000 jeunes au début à 4 000 personnes à la fin. Ce qui prouve tout le travail d'information et de mobilisation qu'ont entrepris les étudiants. Cette lutte a d'autre part permis de créer la solidarité entre Français et immigrés et surtout c'est tout une politique que les étudiants ont combattue car derrière les expulsions se cache la campagne de division, d'atteinte aux libertés démocratiques que le gouvernement voudrait faire passer.

Quand ceux-ci ont subi par trois fois l'agression des flics beaucoup ont pris conscience de la répression que le pouvoir voulait exercer sur les libertés. Pourquoi le préfet a-t-il détaché des centaines de CRS à Angers où ils n'étaient pas intervenus, à part 1968, depuis 1961 ?

C'est pour empêcher que ce mouvement uni et déterminé ne prenne trop d'ampleur et devienne un exemple pour d'autres. Malheureusement pour le préfet, les étudiants ne se sont pas désunis, c'est une chose

dont il faudra qu'il tienne compte.

LA LUTTE CONTINUE

S'il est vrai que le préfet s'est engagé à ajourner les expulsions, il peut très bien en décider d'autres, ou même revenir sur sa décision. C'est pourquoi nous avons interrogé les membres du comité de coordination afin qu'ils nous expliquent comment ils comptent poursuivre la lutte.

Correspondant Angers

Interview de membres du Comité de coordination

« Par rapport à ce qu'on a obtenu, je dirais que c'est plutôt la fin d'une première phase que la fin du mouvement, du point de vue de nos revendications, les engagements moraux censés garantir la non-expulsion des étudiants marocains jusqu'à leur comparution devant le tribunal administratif et jusqu'à leurs examens (juin ou septembre). Les étudiants étrangers devraient dans un délai de trois mois avoir leur carte de séjour.

En fait, on a obtenu une première victoire, mais il ne faut pas se fier au préfet. Car on peut douter de sa loyauté quand il nous envoie les flics et les CRS par trois fois, alors il faudra rester vigilants. »

D : « Oui, c'est vrai, ces promesses sont "sans garantie" leur application, nous devons nous-mêmes la conquérir pied à pied car nul doute que si nous "mollissons", elle ne se fera pas. C'est pourquoi nous devons rester mobilisés. Mais continuer la grève aurait abouti à l'essoufflement sans que rien de plus ne soit obtenu, nous n'aurions pas pu tenir indéfiniment. »

B : « C'est pourquoi nous allons continuer comme a décidé l'assemblée générale, une autre forme de lutte. D'abord, bien sûr, en maintenant une information des étudiants sur la concrétisation des promesses, en mettant le président de l'université devant ses responsabilités afin qu'il tienne ses promesses de donner des cartes de séjour à ceux qui n'ont que des récipissés. »

A : « En ce qui concerne la grève nous l'avons terminée comme nous l'avons commencée : unis et déterminés. C'est un acquis de cette lutte et cela facilitera encore la mobilisation future ; le préfet le sait, il devra en tenir compte. »

Mais au-delà de ces problèmes immédiats, c'est pour nous toute une politique qui reste à combattre la politique du gouvernement vis-à-vis des immigrés avec ses circulaires Bonnet, ses décrets Imbert, ses lois Barre, Bonnet, Stoléro et autres...

Oui, nous l'avons tous souligné dans le mouvement, c'est une action de longue haleine nationale qui est nécessaire, l'assemblée générale de lundi dernier a estimé que le premier pas dans ce sens serait la création d'un comité de lutte très large sur l'université. Cela, bien sûr, ne suffit pas en soi, d'autres propositions devront venir s'y ajouter et nous invitons tous les étudiants à en débattre largement. »



Angers, une première victoire, mais c'est toute la politique du pouvoir vis-à-vis des immigrés qu'il faut combattre.

Assurances maladie

Menaces sur la santé

Les syndicats de médecins discutent actuellement avec les caisses d'assurance-maladie du renouvellement de la convention qui lie le corps médical aux régimes d'assurance-maladie. Aucun accord n'ayant pu intervenir lors de la réunion du 23 janvier, une autre réunion est prévue le 30.

Les caisses proposent de mettre en place un système d'information qui permettrait à chaque médecin de connaître les prévisions de dépenses au niveau local comme à l'échelon national, afin qu'il ne dépasse pas ces prévisions. Si ces objectifs étaient dépassés, la progression des tarifs autorisés se verrait stoppée.

Si aucun accord n'intervient, une convention type élaborée par les seules caisses entrerait alors en vigueur. Chaque médecin serait invité à y souscrire. Les caisses ne rembourseraient pas, ou très peu, les soins pratiqués par des médecins non conventionnés. C'est en fonction de ses moyens financiers que le malade choisira alors son médecin.

Dans le projet que les médecins refusent, les caisses « proposent » notam-

ment l'instauration d'un contrôle de l'utilité des soins.

Au-delà du conflit médecins/caisses d'assurance-maladie sur la liberté des tarifs, c'est d'abord le problème du prix des soins médicaux qui est posé.

Les caisses de Sécurité sociale affirment que les dépenses augmentent plus vite que les recettes, et qu'il faut rétablir l'équilibre en diminuant les dépenses, d'où l'obligation qui serait faite aux médecins de ne pas dépasser une certaine enveloppe de dépenses.

Ainsi, les médecins ne prescriraient plus les soins ou les médicaments en fonction des besoins du malade, mais en fonction de leur coût. Voilà une mesure qui limiterait un peu plus le droit des travailleurs à la santé. En effet ceux qui disposent de moyens financiers pourront toujours se faire soigner à leurs frais ; mais les travailleurs qui n'ont que leur salaire que feront-ils ?

Les soins modernes et efficaces n'iront-ils pas aux nantis et aux pistonnés. Déjà 600 000 chômeurs ne sont plus couverts par la Sécurité sociale. On en arrive au point où les tra-

vailleurs cotisent de plus en plus cher pour des soins de plus en plus réduits. Le nouveau projet de con-

vention vient encore aggraver cette situation.

Léon CLADEL

Encore un militant syndicaliste illégalement licencié d'une école de langues

Le samedi 18 janvier, Dave Tootill, professeur d'anglais depuis quatre mois à Language Power reçoit une lettre de licenciement. Sur celle-ci, les phrases habituelles, mais aucun motif mentionné.

Ce n'est pas la première fois que de tels faits se produisent à Language Power, une des plus grosses écoles de langues après Berlitz, où les professeurs sont payés à 21 F de l'heure et travaillent parfois 50 h par semaine.

Et comme par hasard, les licenciements concernent toujours les syndiqués. Depuis un an, la direction multiplie les obstacles à une bonne activité des élus du personnel CGT, arrache systématiquement les communications sur les panneaux syndicaux, fait tout pour

reculer les élections du comité d'entreprise.

En outre, la direction de Language Power, ainsi que celle de Berlitz, a refusé de rencontrer les syndicats afin de participer aux négociations pour une convention collective, lors de la manifestation qui a eu lieu le 18 décembre à l'appel de l'intersyndicale CGT - CFDT des écoles de langues.

Malheureusement, le cas de Dave Tootill n'est pas unique. Dans l'ensemble du secteur des écoles de langues, les pressions, menaces, licenciements des militants syndicaux sont monnaie courante.

Depuis lundi 21 tous les salariés de Language Power sont en grève pour la réintégration immédiate de Dave Tootill, militant CGT.

6 HEURES CONTRE LES INTERDICTIONS PROFESSIONNELLES DANS L'EDUCATION NATIONALE

Le 26 janvier 1980 de 14 h à 20 h
Salle AGECA, 177 rue de Charonne - 75011 PARIS
A l'appel du Comité parisien de soutien à J.L. Lelong

Pour téléphoner au
Quotidien du Peuple
NOUVEAU NUMERO
205-51-10

Le Quotidien du Peuple
Directeurs politiques : Jacques Jurquet, Charles Villac
Rédacteurs en chef : Pierre Burnand, Gérard Privat
Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 - 75927 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 - Compte No 668 J
CCP No 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par ILN - Paris Distribué par les NMPP
Commission paritaire : 56 942

L'invasion soviétique de l'Afghanistan (2)

Les chars russes à Kaboul :

Que la «détente» soit «l'œuvre» majeure de Brejnev est indéniable. Encore faut-il savoir les réalités que recouvrent les mots. La signification du mot «détente» a la particularité d'être singulièrement élastique et de se modifier selon l'interlocuteur qui le prononce. En ce qui concerne les Soviétiques, il est souvent considéré que cela signifie désir de paix.

Il est bien évident que toute puissance oppressive souhaiterait parvenir à ses buts les plus condamnables sans avoir à supporter les effets de tensions internationales que son action suscite, aussi proclame-t-elle toujours bien haut qu'elle veut la paix lorsqu'elle engage la guerre.

L'URSS n'échappe pas à cette règle. L'on ajoute parfois que l'URSS aurait une particulière répugnance à envisager la guerre du fait que la seconde guerre mondiale aurait traumatisé ses dirigeants, avec les 20 millions de morts que cette guerre a causé aux peuples d'URSS. Peut-être faudrait-il porter une oreille plus attentive aux témoignages des opposants soviétiques : ils indiquent que les formidables sacrifices imposés à l'URSS au cours de la seconde guerre mondiale constituent aujourd'hui le principal support d'une propagande militariste échevelée, à coup de slogans, de panneaux, de monuments, etc...

LA DETENTE : PAIX OU CONFRONTATION ?

Les arguments «psychologiques» sur lesquels s'appuient les affirmations selon lesquelles la détente signifierait la recherche de la paix s'avèrent erronés, examinons les fondements politiques et les conséquences de cette politique. Trois partenaires sont en présence en ce qui concerne cette politique : l'URSS, les Etats-Unis et les pays européens.

Pour ces derniers, détente devrait signifier desserrement de l'étreinte qui leur était imposée depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Pour eux, la détente devrait confirmer et développer ce qui s'était manifesté dans les années 60, où ils e-

vaient pu commencer à prendre quelques distances vis-à-vis des Etats-Unis, tout en profitant de la politique de «coexistence pacifique» de Khrouchtchev qui amenait l'URSS à la conciliation avec les Américains. Ainsi, pour les pays européens, la détente devrait signifier la possibilité de jouer un rôle plus important sur la scène mondiale.

Le cours des événements est loin d'avoir satisfait cet espoir. Les polémiques récentes, à propos de l'installation en Europe de fusées américaines en nombre équivalent aux SS-20 soviétiques, récemment déployés, ont mis en lumière le fait que les pays européens dépendent, pour leur sécurité, de plus en plus de l'évolution de la confrontation soviéto-US, sur laquelle ils ont des moyens de plus en plus réduits d'influer.

Or, cette confrontation s'inscrit dans le cadre de la politique de «détente».

Les fondements de cette politique du côté américain reposaient en partie :

1) Sur la considération que la soif d'industrialisation manifestée par l'URSS au cours des années 60 allait contribuer à en faire une société comparable à celle existant dans les pays occidentaux.
2) Que les relations entre l'URSS et les pays de l'Est qu'elle dominait se distendraient au fur et à mesure que la coopération entre l'Est et l'Ouest insèrerait plus profondément le bloc soviétique dans le système économique mondial. Ces considérations américaines s'appuyaient sur l'expérience des années 60, de la période où Khrouchtchev prétendait réduire la compétition de l'URSS avec les puissances occidentales, — surtout les Etats-Unis — à la compétition économique.

La supériorité militaire dont disposaient les USA, lorsque la politique de détente s'amorçait, paraissait garantir tout contre-coup défavorable. Cela amenait les spécialistes américains à estimer encore, en 1975, que «Nous pouvons entrer en compétition efficace dans un climat de détente et en même temps consolider le mécanisme destiné à éviter la catastrophe nucléaire.

Sous cet aspect fondamental, nos intérêts et ceux de l'URSS ne s'opposent pas.

Ce n'étaient pas du tout les mêmes opinions que professaient les Soviétiques. Ce n'est pas dans cette direction qu'ils orientèrent leurs actions. L'on peut constater que l'industrialisation fut accompagnée d'un véritable essor de l'appareil militaire soviétique, que le Kremlin mit en place des instruments relativement efficaces pour briser les tendances centrifuges, qu'il s'agisse de «l'intégration économique» des pays du COMECON, de la répression en URSS et dans les pays de l'Est, de l'occupation militaire de ces pays, dont la Tchécoslovaquie occupée brutalement en 1968.

LE REFUS DU STATU QUO

Loin d'accepter le statu-quo, les Soviétiques engagèrent une politique de plus en plus active d'extension de leur «empire». Une date charnière à cet égard est sans doute la visite effectuée par Kissinger à Moscou en février 1976. Les Soviétiques fournissaient alors un imposant soutien logistique aux 10 000 Cubains engagés avec leur aval en Angola. Venu pour négocier l'accord SALT II, sur les armements nucléaires, Kissinger ne put obtenir en aucune façon une sorte de contrepartie par laquelle l'URSS s'engagerait (en échange de SALT II) à modérer ses initiatives en Angola, ainsi qu'en tout autre point situé hors de sa sphère d'influence, reconnue à la Conférence d'Helsinki, sur la «sécurité européenne», en 1975.

En fait, l'URSS n'avait jamais envisagé que la détente puisse l'empêcher d'intervenir là où il lui semblait bon, lorsque cela lui était possible et qu'elle considérait que cela correspondait à son intérêt. A cet égard, l'intervention soviéto-cubaine en Angola a marqué un tournant. L'entente relative USA-URSS qui avait pu exister auparavant, pour régler, d'ailleurs au détriment des peuples, les problèmes internationaux (Cf. par exemple la résolution 242 du Conseil de Sécurité sur la Palestine en 1967), avait fait long feu.

De fait, les espoirs nourris quant à une modération soviétique du fait de la «détente» ont été vains : après l'Angola, ce fut l'Ethiopie, l'Indochine puis l'Afghanistan. L'URSS ne s'en était jamais caché : pour elle, l'intervention dans le Tiers monde faisait partie de la «détente». Le développement de ses moyens, combiné aux reculs subis par les USA, lui en donnait la possibilité.

Le coup de Kaboul s'inscrit dans cette logique. Mais en plus, il répond très exactement aux critères que Brejnev avait lui-

Considérer que l'URSS serait sur la défensive relève pour le moins, nous l'avons vu, d'une erreur d'appréciation. Une telle appréciation cherche un fondement dans le fait que l'intervention soviétique soulève dans le monde un tollé, ainsi que l'ont prouvé les mesures de rétorsion prises par les Etats-Unis, pourrait enrayer le processus de la «détente». Deux hypothèses sont avancées : la première c'est que l'URSS aurait été conduite à agir ainsi, malgré l'attachement de la direction soviétique à la détente, œuvre majeure de Brejnev ; la seconde, prenant en compte le niveau de préparation élevé de l'intervention et son caractère massif, affirme qu'il s'agit d'une sorte de coup de force à l'intérieur de la hiérarchie soviétique de la part des nouvelles générations de militaires qui représentent l'élite universitaire empressée d'utiliser les énormes possibilités dont elle dispose.

Flagrant délit de mensonge

Définissant sa politique à l'égard des pays en voie de développement, le CC du PCUS affirme que l'URSS «ne s'ingère pas dans les affaires intérieures des autres pays et peuples. Le respect du droit sacré de chaque peuple, de chaque pays, de choisir sa propre voie de développement est un principe immuable de la politique extérieure léniniste». Au-delà de ces belles paroles regardons les faits. En Afghanistan, les soldats soviétiques ont assassiné le président afghan et fait venir de Tchécoslovaquie un président de rechange.

Brejnev ajoute : «Notre

Parti apporte et continuera d'apporter son soutien aux peuples en lutte pour leur liberté. Ce faisant l'URSS ne recherche aucun avantage, ne fait pas la chasse aux concessions, n'essaie pas d'imposer sa domination politique ni d'implanter des bases militaires». C'est pur hasard si les ports de Cam Ranh, Hai-phong, Ho Chi Minh ville, par exemple, sont à la disposition de l'URSS : si des bases radars sont installées au Laos... ! C'est sans doute le hasard aussi si les conseillers soviétiques occupent des fonctions clés dans les pays où les troupes soviétiques ont pris pied !

même définis en 1975, à l'occasion du 25e congrès du PCUS, concernant les rapports existant entre la détente USA-URSS d'une part, et les relations entre l'URSS et les pays du Tiers Monde de l'autre.

DES ILLUSIONS QUI VOLENT EN ECLATS

Après dix années de politique officielle de «détente», les espoirs que nourrissaient les Etats-Unis paraissent avoir été déçus. D'une part, parce que cette politique ne leur a pas permis d'entraîner le mouvement de libération nationale, de l'autre parce que les résultats obtenus en ce qui concerne l'URSS sont très éloignés de ceux attendus. Par contre, l'USSR paraît en avoir retiré les substantiels bénéfices qu'elle en attendait : la parité nucléaire approximative, les moyens et la possibilité d'étendre son empire. A cet égard, de nombreux indices laissent penser que nous nous trouvons à un tournant important.

La position soviétique n'est pas sans faiblesse : la tension imposée par l'intense effort de guerre en URSS ne pourra s'accroître et se prolonger indéfiniment, la cohésion même de l'empire n'est pas assurée sur une longue période. Mais surtout ses aventures extérieures se heurteront à des limites importantes.

Une limite qui a déjà eu des effets sur la politique de domination de l'URSS, c'est la relative faiblesse de ses possibilités d'intervention économique auprès des pays du Tiers monde, en comparaison des possibilités dont disposent encore les USA et d'autres pays occidentaux. Ceci, malgré les efforts importants et constants de l'URSS dans ce domaine. Surtout, une autre limite (qui ne s'est pas encore manifestée pleinement) est l'opposition radicale existant entre la politique qui sous-tend les aven-

tures extérieures de l'URSS et les principes que la plupart des pays du Tiers monde veulent voir mis en oeuvre, dans de nouvelles relations internationales, débarrassées de l'empire impérialiste. Avec dans le cas de l'Afghanistan, l'éventualité pour l'URSS de devoir conduire à une guerre locale longue et coûteuse.

En second lieu, même si les Etats-Unis ont connu, au cours de la décennie écoulée un recul important dû à leur défaite militaire en Indochine, à l'érosion de leur empire, à la profonde contestation de leur domination économique, ils emploient tous les moyens à leur disposition (qui restent considérables) pour l'enrayer. La mise en oeuvre de ces moyens peut être utilisée par les USA pour chercher à stopper l'avance soviétique.

Le déroulement des événements de ces derniers mois ouvre ainsi la perspective de chocs violents entre les deux super-puissances. Une perspective qui ne peut que faire voler en éclat les illusions concernant la détente et la possibilité d'une sécurité internationale durable ayant pour fondement l'équilibre militaire soviéto-US. Ce sont les formes mêmes des relations USA-URSS et de leur confrontation, ces dernières années — formes auxquelles on avait donné le nom de détente — qui paraissent aujourd'hui remises en cause.

Par
Grégoire Carrat

La détente selon Brejnev

En 1975 le XXVe congrès du PCUS a lancé «le programme pour la paix et la coopération internationale, pour la liberté et l'indépendance des peuples», dans lequel était définie la politique de «détente» saucée Moscou. Brejnev le présentait ainsi : «La détente, la coexistence pacifique concernent les rapports entre Etats. Cela signifie avant tout que les litiges et les conflits entre pays ne doivent pas être réglés par la guerre, par le recours à la force ou la menace d'y recourir».

Puis, concernant le Tiers Monde : «Dans les pays en voie de développement comme partout nous sommes du côté des forces du progrès, de la démocratie et de l'indépendance nationale, et nous nous comportons à leur égard comme des amis et des camarades de combat». Il suffit au Kremlin de définir les forces de «progrès» comme celles qui sont le mieux disposées à son égard et nous avons l'Ethiopie, l'Afghanistan... où l'URSS leur vient «en aide».

Du coup, ce n'est pas l'intervention brutale de la force armée soviétique qui menacerait la détente mais, seulement la réaction des USA à cette intervention. Ce raisonnement du Kremlin montre la définition qu'il donne à la détente : pouvoir déployer ses interventions sans riposte significative de ses rivaux.

la détente vue de Moscou